

Un millier de petites forteresses...

Marc Jacquemain

« *Abattre les murs de l'Etat (...), ce n'est pas créer un monde sans mur c'est plutôt créer un millier de petites forteresses.* »
Michael Walzer

A travers cette phrase, Michael Walzer¹ défend son point de vue fondamental sur la primauté de la communauté politique par rapport à toute définition possible de la justice. A la question « qu'est-ce qu'une société juste », il commence par répondre en substance que pour pouvoir parler de « société juste », il faut d'abord qu'il y ait une société, tout simplement. Et, pour le philosophe américain, une société, cela veut dire une communauté politique, un ensemble d'habitants présents sur un territoire donné et qui « décident » de se doter d'un destin commun. Chez Walzer, ce désir de vivre ensemble ne correspond pas à une « fiction contractualiste » à la manière de Rousseau (ou, plus récemment, de John Rawls²). C'est le résultat d'une histoire, d'une culture partagée, qui peut se construire plus ou moins vite ou plus ou moins lentement, mais qui, en tout état de cause, « constitue » en quelque sorte les citoyens. Et pour Walzer, c'est toujours en tant que « citoyens », donc en tant que partie prenante de cette communauté politique (et, dans une certaine mesure, communauté de culture) que nous avons droit à la justice. Dans un monde idéal, l'étranger de passage, le voyageur – qui est souvent, dans le monde réel, quelqu'un de plus pauvre que nous – devrait pouvoir aussi réclamer sa juste part des « richesses de la terre ». Mais dans le monde où nous vivons, cet adage n'est pas applicable : nous avons un devoir d'entraide à l'égard de tout être humain, un devoir de secours et d'asile, en somme. Ce devoir n'est pas mince : il interdit à une communauté quelconque de rejeter celui qui a vraiment besoin d'être accueilli. Mais ce devoir ressemble plus – pour le dire dans des termes que Walzer ne cautionnerait sans doute pas – à la « charité » qu'à une quelconque forme justice sociale.

Walzer ne plaide pas pour l'homogénéité ethnique ou sociale des Etats. Il dit simplement que les Communautés politiques constituées (et qui sont, historiquement, presque toujours des Etats, sous des formes diverses) ont le droit de *décider elles-mêmes* qui elles accueilleront en leur sein et qui elles refuseront. Les communautés politiques ont le droit à la « fermeture ». Pour faire comprendre sa position, le philosophe évoque précisément en quoi les communautés politiques diffèrent à ses yeux des « voisinages » : les premières sont comme des « clubs », elles distribuent souverainement les droits d'adhésion. Les seconds sont par nature ouverts. L'Etat belge peut décider de fermer ses frontières (à l'exception des devoirs d'asile qui lui incombent), mais ni les communes ni les régions n'ont ce droit : elles doivent accueillir tout qui en fait la demande, dès lors qu'il appartient à la communauté politique, dès lors qu'il est « citoyen ».

Cette conception politique, qui lie le droit de revendiquer la justice à la qualité de citoyen est à la fois largement pratiquée (la plupart de nos droits dépendent effectivement de ce statut de citoyenneté) et largement contestée (par tous ceux qui tentent de construire et d'implémenter des normes de justice internationales). Ce serait une profond erreur que de la voir comme raciste ou réactionnaire : d'abord parce que si les citoyens ont le droit de rester entre citoyens, ils ont aussi celui d'accueillir qui ils veulent dans leur communauté. Ensuite, et surtout parce qu'une fois admis, *tout le monde est citoyen* : si nous accueillons des travailleurs étrangers parce que nous estimons avoir besoin de ce qu'ils savent (ou veulent) faire, alors il n'est pas question, après, de leur dire qu'ils ne sont pas pleinement citoyens. La communauté politique a le droit à la fermeture, elle n'a pas le droit à la discrimination, sauf à se nier elle-même. Au nom de cette conception, Walzer peut condamner la majorité des Etats du monde puisque rares sont ceux qui n'imposent pas des discriminations parmi leurs résidents permanents. Le droit de fermeture extérieur est ainsi la condition de l'égalité à l'intérieur : de là vient la phrase citée en exergue de ce petit texte. L'utopie des frontières ouvertes, nous dit en substance Walzer, en privant les Etats d'une prérogative essentielle, va insécuriser les citoyens qui auront dès lors tendances – comme au Moyen-Âge – à se réfugier dans des voisinages « fermés », « sécurisés ».

En ce sens, « *Sun city* », c'est bien la limite de la vision communautarienne. La question des *gated communities* nous montre qu'une théorie de la souveraineté étatique, en matière d'immigration, ne suffit pas à empêcher l'éclosion de ces « mini-forteresses ». Parce que ces « villes fermées » naissent dans des Etats dont les frontières sont indiscutablement *fermées*. Pas plus aux Etats-Unis qu'en Europe, les Etats n'ont abandonné leur droit à décider qui serait admis et qui ne le serait pas. Et si ce droit est parfois exercé avec une certaine tolérance (par exemple la « loterie » américaine qui permet, par à-coups, d'octroyer à des clandestins tirés au sort des titres de séjour), il ne faut pas oublier que, dans la plupart des pays d'Europe, la politique officielle est bien une politique d'immigration zéro. L'éclosion de ces forteresses que sont les villes fermées traduit la puissance des forces d'hétérogénéisation sociale au sein même des territoires supposés protégés par des frontières étatiques.

Au fond, la prolifération des « villes pour riches » traduit un renversement de la perspective historique longue qui s'est étalée grossso modo de 1875 à 1975. Sous la pression du mouvement ouvrier, sur une période de plus de cent ans, le monde était devenu localement plus homogène et globalement plus hétérogène. Comme le rappelle l'économiste français Pierre-Noël Giraud³, en 1800, le niveau de développement économique et technologique de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de la Chine et de l'Europe était à peu près comparable. En termes contemporains, si l'on avait calculé le « Produit Intérieur Brut » (par habitant) de ces différentes régions du monde, on aurait certainement vu des différences, mais au sein d'un même ordre de grandeur. A la même époque, la différence entre les pauvres et les riches au sein de ces diverses entités était immense : un ministre de Louis XVI était infiniment plus différent d'un sujet de Louis XVI qu'un ministre de Raffarin ou Verhofstadt ne l'est du citoyen « lambda » de Belgique ou de France. Aujourd'hui, le rapport entre la richesse des pays les plus riches d'Europe, les Etats-Unis et le Japon d'un côté, les pays les plus pauvres d'Asie ou d'Amérique⁴ de l'autre est de l'ordre de 1 à 100, voire parfois de 1 à 150. Sans aller jusqu'à ces écarts extrêmes, la production moyenne d'un Belge est égale à trente fois celle d'un chinois. Dans le même temps, l'Europe voyait la constitution d'une classe ouvrière et, après une phase initiale de paupérisation, sa lente intégration à la société occidentale, en même temps que la constitution d'une véritable classe moyenne. Ce double mouvement – creusement des inégalités *entre* les pays, diminution des inégalités *internes* aux pays riches – s'est

fortement accéléré entre 1945 et 1975, époque à la fin de laquelle on pensait que la pauvreté était occupée à disparaître dans nos sociétés « opulentes ».

C'est ce double mouvement qui est aujourd'hui en train de se renverser : les taux de croissance de certains géants potentiels du Tiers-Monde (la Chine surtout, mais aussi l'Inde, le Brésil) se traduisent, à la longue, par une (lente) réduction des écarts⁵. Mais dans le même temps, même dans les pays les plus riches, l'extrême misère recommence à côtoyer l'extrême pauvreté. Entre le sans abri de New York et Bill Gates ou Georges Bush, la différence n'est pas moins grande qu'entre les ministres de Louis XVI et les sujets du Roi. Et encore : ce qui se passe aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en Europe, reste modéré à côté de l'implosion de l'ancienne URSS où des fortunes colossales se sont construites tandis que la moitié de la population plongeait dans la précarité. Sans aller jusqu'à ces exemples extrêmes, on sait que l'augmentation des richesses produites au cours de ces 25 dernières années est allée plus au capital qu'aux salaires et davantage au travail qualifié qu'au travail peu qualifié.

A certains égards, le monde ressemble chaque jour un peu plus à celui du XVIII^e siècle : le nombre des milliardaires est en croissance partout et le nombre de pauvres aussi. S'il est difficilement imaginable que la Chine « rattrape » les Etats-Unis dans un avenir prévisible, il est par contre tout à fait vraisemblable que les régions riches de la Chine deviennent un jour plus riches que les régions pauvres des Etats-Unis ; qu'il y ait un jour plus de milliardaires en Chine qu'aux Etats-Unis ; qu'un jour les chômeurs noirs américains ne vivent pas beaucoup mieux que les paysans chinois.

Dans ce monde – s'il continue d'évoluer comme cela – la ligne « rouge » de la misère finira par ne plus avoir du tout l'allure qu'elle a aujourd'hui : celle d'une grande balafre dessinée sur le planisphère et qui sépare le nord-ouest de tout le reste⁶. Elle serpentera, infiniment, à l'intérieur des différentes régions du monde, séparant des zones sinistrées et, juste à côté, des zones d'insolente prospérité, séparant, dans les mêmes métropoles, de luxueux quartiers d'affaires et d'infâmes bidonvilles, séparant, presque au sein des mêmes quartiers, les villas des multimillionnaires et les HLM des RMIstes. La ligne de pauvreté sera devenue « fractale », comme disent les mathématiciens, c'est-à-dire découpée à l'infini.

Les « milliers de petites forteresses » que craignait Walzer émergent non pas parce que les Etats ont abandonné le contrôle de leurs frontières (on multiplie les contrôles aux aéroports, les patrouilles aux frontières les « centres fermés » pour illégaux, les rapatriements par charters) mais parce qu'ils ont de plus en plus de mal à juguler l'hétérogénéité qui surgit « de l'intérieur » même du territoire. Les sociétés occidentales sont un peu comme les membres de l'équipage du vaisseau spatial Nostromo dans l' « *Alien* » de Ridley Scott : ils croyaient que le danger était dehors. Et le monstre était en eux.

Les « gated communities » traduisent au fond cette tendance fondamentale de nos sociétés (les Etats-Unis, d'abord, mais pas seulement eux) : les très riches vont devoir réapprendre à cohabiter avec les très pauvres (ce que les très riches du Tiers-Monde n'ont jamais oublié, eux qui vivent entourés de gardes armés depuis toujours). Pourrait-on alors dire que les « gated » communities seraient l'équivalent des châteaux d'Ancien Régime ?

Cela paraît au contraire très différent. Parce que si nos sociétés s'hétérogénisent aujourd'hui sur le plan économique, elles se sont, depuis la Révolution française, radicalement

démocratisées sur le plan politique : *l'égalité des conditions* est passée par là. Les riches d'aujourd'hui peuvent être infiniment différents des pauvres sur le plan de la vie matérielle – et du pouvoir effectif d'influer sur le cours des événements – mais ils partagent avec eux une condition politique commune qui n'avait aucun sens sous l'Ancien Régime : les uns et les autres sont des *citoyens*. Si l'égalité matérielle s'effrite, l'égalité « des conditions », le droit de chacun à être reconnu dans ses prérogatives de citoyen n'a jamais été aussi affirmé qu'aujourd'hui. Bref la richesse ne peut plus s'abriter et se justifier derrière une autorité « naturelle » qui lui conférerait sa légitimité. Une entreprise toute puissante peut être attaquée en justice par un citoyen et elle peut perdre. Deux ouvriers dont les enfants ont été enlevés peuvent faire trembler l'ensemble du monde politique d'un Etat. Des journalistes teigneux peuvent même obtenir la démission du Président des Etats-Unis. Cela n'arrive pas tous les jours mais cela arrive.

En même temps que les sociétés occidentales se différencient sur le plan des conditions de vie, elles continuent à s'homogénéiser dès qu'il s'agit de droits ou de dignité. L'égalité des conditions sape donc toutes les justifications « naturelles » des différences de richesse au moment où ces différences ont sérieusement recommencé à se creuser. Ce croisement de l'égalité politique formelle et de l'inégalité économique de fait est d'ailleurs au cœur de l'idéologie américaine comme le montrait déjà il y a près de vingt-cinq ans la politologue américaine Jennifer Hochschild. Elle considérait, pour sa part, que les deux dimensions étaient fonctionnellement liées : la mise en cause de l'égalité politique provoquerait la révolte des pauvres, la pression vers plus d'égalité économique provoquerait celle des riches.

Le riche d'aujourd'hui est donc, européen ou américain, est donc en un sens, bien plus fragile que l'aristocrate d'Ancien Régime. Tout bourgmestre qu'il soit, le baron Lippens ne peut interdire les frigo-box sur les plages huppées du Zoute ou de Knokke. Il ne peut pas davantage faire « bastonner » ces manants qui viennent lui imposer leur mode de vie, leurs odeurs, peut-être. Si inégaux d'un côté et si égaux de l'autre, la cohabitation n'est pas facile.

Le désir d'homogénéité, s'il trouve son principal ressort dans la localisation des inégalités sociales, ne s'y réduit d'ailleurs pas. Il peut aussi puiser dans d'autres sources de différences. Ainsi, dans son édition du 25 mai dernier, *Libération* rapportait l'initiative d'un citoyen américain, sourd de naissance : construire dans le Dakota du Sud une ville pour sourds : « *Une ville pour les sourds et les malentendants, où tout le monde connaîtrait le langage des signes et pourrait communiquer. Une ville où les sirènes des pompiers seraient remplacées par des signaux lumineux, où les cinémas montreraient des films sous-titrés. «Une ville qui serait la nôtre, assure-t-il, où tout serait possible.* »

On peut alors tout imaginer : une ville pour les handicapés moteurs, une ville pour les anciens alcooliques, une ville pour les homosexuels ? Dans ce monde toujours plus riche, mais aussi toujours plus hétérogène, socialement comme culturellement, les « Gated communities » semblent donc traduire une *aspiration au même* émergeant dans cette partie de la société qui en a les moyens. Il n'y a pas si longtemps, les pauvres, les handicapés, les gens jugés différents et par cela, dérigeants, tentaient de sortir des ghettos où ils étaient – ou s'estimaient – enfermés. Aujourd'hui, ce sont ceux qui se sentent dérangés qui tentent de se construire des ghettos dorés à la mesure de leur désir de rester *entre soi*. Ce désir « d'entre soi » ne se traduit pas seulement dans les villes fermées. Il se traduit aussi dans la multiplication des micro-états, effectifs ou potentiels. L'Europe est à cet égard un bon exemple : après l'explosion de l'ancienne Yougoslavie et la scission « en douceur » de l'ancienne Tchécoslovaquie, on pour-

rait voir demain disparaître la Belgique ou s'effriter l'Espagne, la raison étant la même dans tous les cas : les riches veulent rester entre eux et arrêter de « payer pour les pauvres ».

A défaut d'un travail sérieux sur ce désir « d'entre soi » au sein de notre civilisation occidentale, la « postmodernité » pourrait bien ressembler à la « pré-modernité » : un monde féodalisé, au sein duquel l'aspiration à l'universel n'aurait été qu'un intermède somme toute assez bref à l'échelle historique. Ce n'est pas certain, mais c'est possible.

¹ Michael Walzer (1997), *Sphères de justice*, Paris, Le Seuil.

² John Rawls (1987), *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil.

³ Pierre-Noël Giraud (1996), *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*, Paris, Gallimard.

⁴ Je laisse de côté l'Afrique, qui ne pouvait pas être considérée comme proche du développement européen en 1800.

⁵ Par exemple, au taux de croissance économiques actuels, la Chine aurait rattrapé la Belgique dans un demi-siècle. Bien sûr, c'est une vue de l'esprit : l'adoption du modèle de consommation occidental par un milliard de chinois aurait des conséquences écologiques incalculables.

⁶ Avec, bien sûr, une petite tache en Asie du Nord-Est : Japon, Corée, Taiwan.

⁷ Jennifer Hochschild (1981) : *What's fair. American beliefs about distributive justice*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.) and London.